

<p><b>ECONOMIE GENERALE : LA DIVERSITE DES ECONOMIES REELLES</b></p>
--

**CHAPITRE 15 : « LES ECONOMIES SOCIALISTES ET LEUR  
EVOLUTION »**

*Introduction*

**I- Les fondements communs des économies socialistes**

*1- Les fondements idéologiques et politiques*

*2- Les fondements juridiques et économiques*

**II- Développement et crise des économies socialistes**

*1- Les modèles de développement*

*2- Crises et dysfonctionnements au sein des économies socialistes*

**III- Réformes et transitions vers l'économie de marché**

*1- Echec de la perestroïka et difficultés de la transition en Europe de  
l'Est*

*2- Le socialisme de marché en Chine*

*Conclusion*

## **ECONOMIE GENERALE : LA DIVERSITE DES ECONOMIES REELLES**

### **CHAPITRE 15 : « LES ECONOMIES SOCIALISTES ET LEUR EVOLUTION »**

#### ***Introduction***

Les économies socialistes ont été fondées sur des principes communs, idéologiques, politiques, juridiques et économiques.

Ces économies se sont développées après la Seconde Guerre mondiale en suivant des voies différentes, mais des dysfonctionnements ont provoqué le ralentissement de la croissance et des inefficacités.

Dans un contexte de remise en cause idéologique et de crise sociale, des réformes ont été entreprises, mais leur échec a entraîné la transition de ces économies vers l'économie de marché.

#### **I- Les fondements communs des économies socialistes**

##### ***1- Les fondements idéologiques et politiques***

###### **- Les fondements idéologiques :**

Les économies socialistes sont apparues à la suite de ruptures d'ordre politique (guerre, révolution). Leur édification repose sur une doctrine et un fonctionnement inséparable de celui de l'Etat.

Cet idéal communautaire se développe dès le XIX<sup>ème</sup> siècle avec les socialistes utopiques, comme C. FOURIER (Voir le *Phalanstère*), L. BLANC, C. GIDE, C. H. DE ROUVROY (comte DE SAINT-SIMON), E. CABET...

Plus concrètement, c'est à la doctrine de P. J. PROUDHON, axée sur l'essor des coopératives et des mutuelles, à laquelle se rallie d'abord le mouvement ouvrier.

Cependant, dès la Révolution d'Octobre 1917 en Russie, c'est essentiellement à la pensée de K. MARX que les dirigeants des économies socialistes se réfèrent.

La pensée de K. MARX est rendue célèbre par son absence d'utopisme et sa présentation antinomique au capitalisme, mais la vision des penseurs marxistes de la Révolution soviétique expose les principes qui sont à la base de leur action :

**Les principes de la société socialiste d'après  
l'ABC du Communisme (N. I. BOUKHARINE, P. PREOBRAJENSKI)**

<b>Critique de l'exploitation de l'homme par l'homme</b>	<b>Critique de l'individualisme</b>	<b>Critique de l'inégalité sociale</b>	<b>Critique des valeurs du passé</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Critique de la propriété privée des moyens de production ;</li> <li>- La transition socialiste vers le communisme doit s'accompagner de la disparition de la bourgeoisie en tant que classe sociale dominante et exploiteuse.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Critique de la poursuite de l'intérêt personnel et de la recherche du profit ;</li> <li>- L'homme nouveau doit d'abord se dévouer à l'intérêt général, il faut privilégier les modes collectifs de satisfaction des besoins.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Critique des inégalités entre classes, et au sein de la classe ouvrière entre hommes et femmes, entre métiers...</li> <li>- Il faut promouvoir l'égalité des situations, l'égalité de l'accès à l'instruction et à l'enseignement supérieur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Critique des traditions et de la religion ;</li> <li>- Ce qui doit mobiliser les travailleurs, c'est la croyance dans la marche de l'humanité vers une société communiste, société d'abondance et communautaire.</li> </ul>

**- Les fondements politiques :**

Pour les Marxistes, l'Etat, qui a été un instrument de la domination de la bourgeoisie dans le système capitaliste, doit continuer d'assumer des responsabilités essentielles dans la phase socialiste de transition au communisme :

## Les responsabilités de l'Etat dans la phase de transition au communisme

L'instrument de la dictature du prolétariat	La protection des travailleurs	L'organisation de l'économie et le développement des forces productives
- Le pouvoir coercitif de l'Etat sera utilisé pour briser le pouvoir des capitalistes, dans les domaines politique, économique, de la culture, de l'information...	- Législation du travail : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Journée de 8 heures dès 1919 ;</li> <li>- Congés payés dès 1919 ;</li> <li>- Assurances sociales gratuites et obligatoires pour tous.</li> </ul> - Droit au travail : attribution obligatoire de travail aux chômeurs.	- La négation du rôle de l'entrepreneur capitaliste et la collectivisation entraînent l'extension du rôle de l'Etat dans la production de biens et services marchands ;  - Extension du domaine des services non marchands : éducation, santé, culture...

### 2- Les fondements juridiques et économiques

#### - La propriété collective des moyens de production :

Le principe de la suppression de la propriété privée des moyens de production figurait déjà dans le *Manifeste* du parti communiste de 1848 et fut appliqué de façon systématique en Union Soviétique après la Révolution d'Octobre.

Dès le 26/10/1917, la grande propriété foncière fut abolie sans indemnités, puis furent nationalisés les banques, les commerces et les grandes entreprises industrielles en 1918, puis les petites entreprises industrielles en 1920.

La mise en œuvre de la *Nouvelle Politique Economique* (NEP), voulue par LENINE, de 1921 à 1927, s'est accompagnée d'une renaissance de la petite propriété mais, dès l'arrivée au pouvoir de J. STALINE, le mouvement de collectivisation forcée reprit et s'étendit, notamment à l'agriculture.

A côté de la propriété personnelle, dont la place est strictement réglementée, la propriété socialiste des moyens de production prend deux formes principales : **la propriété d'Etat et la propriété coopérative :**

- *La propriété d'Etat* : elle concerne la terre, le sous-sol, la totalité des entreprises industrielles et des institutions de crédit. Elle représente 70% du commerce de détail, et 55% des terres sont exploitées par des fermes d'Etat (sovkhozes) ;

- *La propriété coopérative* : l'entreprise coopérative est propriétaire de ses moyens de production. On la trouve majoritairement dans l'artisanat, le commerce de détail, l'agriculture dans les fermes coopératives (*kolkhozes*).

NB : la question de la propriété ne fut pas traitée de la même façon dans toutes les économies socialistes : en Yougoslavie, la collectivisation de l'industrie n'entraîna pas son étatisation : les biens socialisés furent transférés aux communes qui les mirent à disposition d'organisations de travail ou d'entreprises « autogérées » ; en Pologne, 85% des terres sont restées exploitées par des petits paysans propriétaires ; en Hongrie, après 1968, on laissa se développer un secteur privé très dynamique dans l'artisanat, le commerce, les services...

- **L'économie planifiée :**

La disparition de l'entreprise privée entraîne celle de l'économie de marché. Pour éviter désorganisation et anarchie, il fut décidé, après la Révolution d'Octobre, *d'unifier toute l'activité économique d'après un plan systématique applicable dans tout l'Etat*. Cependant, le 1<sup>er</sup> plan quinquennal ne fut mis en œuvre qu'en 1928, au début de l'ère stalinienne. L'absence de prix de marché et d'autonomie des agents économiques implique que toutes les décisions soient prises de façon centralisée : c'est le plan qui fixe impérativement le niveau des différentes productions, les techniques de production et la répartition des revenus :

**Les fonctions de la planification impérative et centralisée**

Détermination des objectifs de production	Détermination des techniques de production	Détermination de la répartition des revenus
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La production de biens de consommation est décidée sur la base de leur utilité sociale, objectivement mesurée et non pas en fonction de la demande privée ou du profit réalisable par les entreprises ;</li> <li>- Le plan rend les arbitrages entre consommation privée/collective, consommation présente/future (investissement) ;</li> <li>- Le plan fixe quantités et prix.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un choix est effectué entre les différentes techniques afin de ne pas gaspiller le capital et les ressources rares et réaliser le plein-emploi du facteur travail ;</li> <li>- Il doit y avoir compatibilité entre les objectifs de production (cf. la matrice de V. LEONTIEFF).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La répartition des revenus doit être égalitaire : les travaux les plus pénibles (mines...) doivent être les mieux payés, le travail manuel ne doit pas être sous-payé par rapport au travail intellectuel ;</li> <li>- La masse des salaires doit être compatible avec la valeur des biens de consommation (quantité*prix unitaires) produits au cours de la période et le niveau d'épargne prévu.</li> </ul>

Dans l'ancienne Union soviétique, le dernier plan impératif (13<sup>ème</sup> plan quinquennal) s'est achevé fin 1990, peu avant l'explosion du bloc soviétique.

## II- Développement et crise des économies socialistes

NB : les modèles de développement n'ont pas été identiques dans toutes les économies socialistes, mais les dysfonctionnements de la planification impérative ont provoqué des situations de crise.

### 1- Les modèles de développement

#### - Le modèle soviétique dominant :

✓ *L'accumulation primitive* : pour rattraper les niveaux de production des pays capitalistes, il fallait dégager un surplus (partie non-consommée de la production) qui permette de réaliser l'accumulation de capital (investissements productifs) à un rythme élevé. Ce surplus fut fondé sur l'idée de l'exploitation de l'agriculture (politique de prix bas imposés sur les achats de l'Etat et vente à prix élevés par l'Etat des consommations intermédiaires). Cet « effet de ciseaux » a permis à l'Etat de dégager le surplus nécessaire à l'accumulation de capital dans l'industrie, notamment les secteurs de base (métallurgie, chimie lourde...) ;

✓ *Le modèle de consommation* : Le faible développement de la construction de logements, d'automobiles, de fabrication de biens durables, résulte d'un choix en faveur de la consommation collective non marchande (éducation, santé, loisirs...) et du choix pour les secteurs de biens de production ;

✓ *Le modèle d'accumulation extensif* : Les investissements se dirigeaient vers la construction d'usines nouvelles et la mise en service d'une quantité supplémentaire de machines, bien plus qu'au renouvellement et à la modernisation de l'outil industriel.

Telle qu'elle fonctionne encore aujourd'hui, l'industrie soviétique, où prédomine l'industrie lourde, est très fortement consommatrice d'énergie, de matières premières, de capital technique, avec une faible productivité des facteurs de production.

#### - Des modèles alternatifs :

Le modèle soviétique fut d'abord imité dans la plupart des économies socialistes après la Seconde Guerre mondiale malgré des situations respectives très différentes les unes des autres. Progressivement, des modèles de développement alternatifs se sont développés :

- *Le modèle chinois* : après l'échec du grand bond en avant, la Chine abandonne le modèle soviétique de développement fondé sur l'industrie lourde dès 1960. Après la révolution culturelle, il s'agit de *prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant*, soit : maintenir la population dans les campagnes, développer la production agricole et fixer un taux raisonnable de croissance industrielle ;
- *Le modèle hongrois* : la recherche de débouchés sur les marchés occidentaux conduit la Hongrie à développer la production de biens intermédiaires dont la fabrication est maîtrisée (textile, chimie, biens de consommation « bas de gamme »). La consommation a été privilégiée, elle représentait 90% du revenu national en 1985 contre 65% pour la Pologne ! Le taux d'équipement des ménages était bien supérieur à celui de l'URSS.

## 2- Crises et dysfonctionnements au sein des économies socialistes

### - Les imperfections du système de planification :

Dès 1965, des économistes soviétiques, tels L. V. KANTOROVITCH, ont analysé un certain nombre de défauts de la planification impérative et centralisée :

#### Les difficultés de la planification

Un nombre élevé d'informations à traiter	L'imperfection des données	Les délais de préparation	Le manque de cohérence
Les nomenclatures les plus détaillées ne peuvent rendre compte de la réalité : Le <i>Gosplan</i> travaille sur 6 000 produits, les ministères sur 50 000 et le <i>Gosnab</i> 1 million mais, il y a entre 20 et 25 millions d'articles différents...	Les directeurs d'usine donnent des chiffres erronés pour prendre des marges de sécurité ! Ils minimisent les objectifs et gonflent les besoins en facteurs !	Les plans ne sont pas souvent prêts en début d'année et les entreprises travaillent ainsi sur l'année précédente !	Le principe de compatibilité entre les objectifs de production de toutes les branches est rarement respecté car certaines sont prioritaires et les objectifs sont souvent l'objet de marchandages...

Conséquences : des chaînes de pénuries pour certains produits (toute une filière est concernée par une *demande dérivée*), des excès et des gaspillages pour d'autres !

### - L'asthénie de l'entreprise :

Le manque de dynamisme de l'entreprise de type soviétique résulte de caractéristiques institutionnelles :

### Les obstacles au dynamisme de l'entreprise

L'absence de concurrence	L'organisation hiérarchique et centralisée	L'insuffisance des stimulants
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les entreprises ne sont pas en concurrence entre elles ;</li> <li>- La production est écoulée quels que soient sa qualité ou les vœux de la clientèle ;</li> <li>- Les entreprises qui réalisent des pertes perçoivent des subventions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La plupart des entreprises sont de grandes entreprises dont l'organisation est de type bureaucratique ;</li> <li>- Il n'y a pas de délégation suffisante de l'autorité et de la responsabilité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les travailleurs ne sont pas incités à accroître les rendements car les primes sont peu importantes et les salaires non individualisés, les activités parallèles sont souvent plus lucratives ;</li> <li>- L'entreprise n'est pas incitée à rechercher le profit.</li> </ul>

Les organismes du plan, les ministères spécialisés, cherchent à stimuler les entreprises en leur imposant des *plans tendus* dont les objectifs ambitieux les contraignent à utiliser leurs ressources cachées ; cependant, la productivité des facteurs reste souvent faible.

L'innovation n'est que rarement le fait des entreprises, car, en effet, le directeur d'usine n'est pas un entrepreneur : ses objectifs sont fixés par son administration de tutelle, il ne souhaite pas prendre de risques et n'est pas directement intéressé à la réalisation d'un profit.

### III- Réformes et transitions vers l'économie de marché

Les dysfonctionnements de l'économie planifiée ont conduit les pays socialistes à mettre en œuvre des réformes économiques. L'échec de la *perestroïka* en URSS a conduit au retour de l'économie de marché en Russie et en Europe centrale.

En revanche, en Chine, même si la place du secteur privé est grandissante, les dirigeants se réclament toujours du socialisme... « de marché » !



## ***1- Echec de la perestroïka et difficultés de la transition en Europe de l'Est***

Dès 1965, les premières réformes inspirées des travaux d'E. G. LIBERMAN et L. V. KANTOROVITCH cherchent à redonner aux entreprises soviétiques dynamisme et efficacité. Dès 1985, le processus de rénovation entamé par M. GORVATCHEV était d'une très grande ampleur mais il a débouché sur la disparition de l'URSS en décembre 1991 et la volonté des anciens pays socialistes d'Europe de l'Est à revenir à l'économie de marché.

En 1997, l'URSS s'ouvre sur une ère de libre critique et de transparence (la *glasnot's*) qui révèle l'ampleur des réformes nécessaires pour la restructuration et la reconstruction de l'économie (la *perestroïka*) : création d'un secteur d'initiative privée, autonomie des entreprises d'Etat et abandon de la planification impérative.

Mais, ces réformes ont été mises en œuvre dans un contexte de crise de l'autorité de l'Etat et elles ont contribué à affaiblir le système administré plutôt qu'à dynamiser l'économie. Des entreprises profitent de leur autonomie, elles n'approvisionnent plus leurs clients habituels, préférant le stockage, la vente directe, le troc... Les livraisons entre républiques sont perturbées à la suite des déclarations d'indépendance et la chaîne de pénuries s'allonge, désorganisant l'ensemble de l'économie.

De plus, le maintien de la structure administrée des prix contribue à bloquer les initiatives des entreprises. Seule une réforme des prix aurait pu, dans certains secteurs, réduire la demande et accroître l'offre. Mais, cette réforme a sans cesse été repoussée pour raisons sociales et l'effondrement de la production, dès 1990, mit en échec la *perestroïka*.

Le 19/08/1991, un coup d'Etat manqué produisit un bouleversement politique : interdiction du parti communiste (le 07/11), disparition de l'Union soviétique (le 08/12), apparition de nouveaux états indépendants (Russie, Ukraine, Kazakhstan...) formant entre eux la *Communauté des Etats Indépendants* (CEI).

M. GORBATCHEV pensait pouvoir réformer le système sans porter atteinte au parti, ni aux principes essentiels du socialisme mais il doit démissionner le 25/12/1991. Les dirigeants suivants, B. ELTSINE, puis V. POUTINE considèrent qu'il est nécessaire de rompre totalement avec les héritages de la Révolution d'Octobre.

Dès 1991, des mesures essentielles sont engagées dans la presque totalité des pays d'Europe de l'Est pour le retour à l'économie de marché :

### La transition vers l'économie de marché

Libération des prix et ouverture des frontières	Privatisation des entreprises
<ul style="list-style-type: none"><li>- L'objectif est d'obtenir un système de prix de marché qui exprime la demande, oriente l'offre et qui soit cohérent avec les prix des marchés mondiaux ;</li><li>- En Pologne, la liberté complète des prix est rétablie le 01/01/1990, en Russie le 02/01/1992 (sauf pour l'énergie, le transport et certains produits de base), en Hongrie de façon graduelle ;</li><li>- La dissolution du COMECON (<i>COuncil for Mutual ECONomic assistance</i>, CAEM en français) en juin 1991 provoque la libéralisation des échanges avec les pays occidentaux ;</li><li>- La convertibilité externe de la monnaie a été rétablie en Pologne, en Russie, en République Tchèque....</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le transfert de la propriété d'Etat au secteur privé a pour finalité de stimuler l'esprit d'entreprise, de rendre les entreprises indépendantes et libres de leurs décisions et de financer les investissements par l'épargne privée ;</li><li>- Les programmes de privatisation sont très avancés : en République Tchèque, dès 1995, 80% de la production émane du secteur privé (remise de coupons à la population pour acquérir des actions) ; en Pologne, 55% du PIB de 1994 est réalisé par le secteur privé ; en Russie, plus de 50% de la production dès 1994.</li></ul>

Mais la transition s'annonce difficile et s'accompagne très souvent de graves déséquilibres macroéconomiques :

- *La libéralisation des prix* : la forte demande de biens de consommation et la faiblesse du secteur industriel de biens de consommation entraînent inflation et baisse du pouvoir d'achat des salariés ;

- *Le manque de compétitivité des entreprises face à la concurrence étrangère*, la suppression des subventions d'Etat aux entreprises provoquent baisse de la production et augmentation du chômage.

### Au final, déficit extérieur et endettement !

Face à ces difficultés, deux stratégies sont envisagées :

- *La thérapie de choc* : préconisée par J. SACHS. Il s'agit de réduire les délais de transition en espérant que la crise d'adaptation provoquera un changement de comportement des agents économiques, les déséquilibres accéléreront la mise en place de véritables marchés et la modernisation de l'appareil productif (Pologne, République Tchèque et Russie de 1992 à 1993, réforme d'E. GAÏDAR) ;

- *Le gradualisme* : il s'agit de limiter l'importance du choc économique et de réduire ses effets sociaux. La libération des prix et l'ouverture extérieure sont progressives, les déficits publics ne sont pas réduits brutalement afin de maintenir les subventions aux entreprises en difficulté ainsi qu'un revenu minimum de protection sociale.

## 2- Le socialisme de marché en Chine

La libéralisation de l'économie chinoise débute en 1978 dans les campagnes et se poursuit en 1984 dans l'industrie et dans les villes.

En octobre 1992, le parti communiste chinois, sous l'influence de D. XIAO-PING se rallie au principe du *socialisme de marché*. L'économie chinoise devient une économie duale caractérisée par un fort dynamisme à la fois du secteur privé et du secteur collectif.

Aujourd'hui, on observe l'essor d'un capitalisme chinois à trois facteurs :

### Le développement d'une économie de marché à caractère capitaliste en Chine

Le rôle croissant d'entreprises privées	L'extension des zones économiques spéciales	La création de marchés libres de capitaux
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis 1993, les entreprises d'Etat peuvent être transformées en SA ou SARL ;</li> <li>- Dans les entreprises moyennes et les grandes entreprises non stratégiques, l'Etat accepte de ne plus être l'actionnaire de référence ;</li> <li>- Le secteur des petites entreprises tend à se privatiser complètement ;</li> <li>- Plus de 75% de la production industrielle est réalisé par les secteurs privé et coopératif.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dès 1979, création de zones franches accueillant des capitaux étrangers (Shenzhen près de Hong-Kong, Zhuhai à Macao, Shantou et Xiamen face à Taiwan...) ;</li> <li>- Dès 1984, de nombreuses villes côtières bénéficient d'un statut identique ;</li> <li>- Depuis le 01/01/1998, Hong-Kong est rattaché à la Chine.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des bourses de valeurs de plus en plus actives comme celle de Shanghai rivalisent aujourd'hui avec les autres grandes places financières d'Asie ;</li> <li>- La Chine est l'une des premières destinations des <i>Investissements Directs à l'Etranger</i> (IDE) ;</li> <li>- Les banques privées se développent et participent au financement de l'économie.</li> </ul>

Depuis l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001, le secteur privé connaît une forte ascension.

Contrairement à l'ancienne Union soviétique, le système politique chinois est demeuré pratiquement inchangé : le rôle des administrations (centrale ou locale) demeure donc déterminant.

L'Etat garde encore le contrôle de conglomérats dans les secteurs stratégiques (défense, énergie, haute technologie, infrastructures...) et dans de grandes entreprises urbaines. Toutefois, dans ce nouveau contexte concurrentiel, caractérisé par l'abandon de la planification impérative et la place grandissante du secteur privé, les entreprises d'Etat connaissent une situation difficile. Les entreprises collectives créées ou contrôlées par les administrations locales ou divers organismes publics (écoles, syndicats...) connaissent un grand dynamisme.

### ***Conclusion***

La Seconde Guerre mondiale a divisé le monde en deux grands blocs à l'idéologie, aux valeurs et à la philosophie différentes.

Dans ces fondements, l'économie socialiste entend pacifier le monde en rejetant l'individualisme, en prônant l'égalité, la fraternité, par la mise en commun et la protection de tous.

La mise en œuvre de cette politique économique et sociale se fait dans un système étatique centralisé, par l'intermédiaire d'une planification impérative qui montre vite ses limites en obtenant des résultats contraires à ses objectifs.

De fait, devant un tel échec, des réformes sont envisagées, parfois avec une méthode et/ou des objectifs trop brutaux, dans un contexte politique et social fragilisé, ce qui précipite le système à sa perte et pousse à la transition vers l'économie de marché.

C'est avec plus ou moins de réussite économique et sociale que les anciens pays socialistes convergent aujourd'hui vers *un socialisme de marché*. Etape préliminaire à une véritable démocratisation ? Si on peut l'espérer pour les pays récemment intégrés à l'Union européenne (Roumanie, Bulgarie, Estonie) ou en voie d'intégration (Macédoine, Croatie...), on peut se poser la question pour des régimes encore très durs comme la Chine...